

10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

	3 mois	6 mois	1 an
LOT et Départements limitrophes	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
Autres départements	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur | L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES (la ligne ou son espace).....	50 cent.
RÉCLAMES (— d' —) 3 ^e page.....	1 fr.

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

L'offensive pacifiste de 1917. Ce que nous apprennent les polémiques allemandes. Il est acquis que la possibilité d'une paix séparée avec l'Autriche était impossible. — La situation du bolchevisme en Hongrie et en Russie. — La révision des traités de 1839. Une question capitale pour la Belgique.

Les journaux nous parlent longuement de la poignée violente qui s'est élevée entre les divers partis allemands au sujet de la possibilité qu'avaient les belligérants d'arrêter la guerre dès 1917.

Polémique oiseuse, certes, car s'il est vrai qu'en juillet 1917 le Reichstag ait voté la motion de paix Scheidemann, s'il est exact que ce vote fut suivi d'une « offensive de paix », il reste indubitable qu'une paix était impossible à cette date par les prétentions Kolossales de Berlin.

Les Barbares n'osaient plus croire en la Victoire, mais ils pensaient encore être assez forts pour laisser les Alliés et imposer une « paix blanche. Partie nulle, paix blanche. Voilà sur quelles bases certains Boches avertis proposaient d'ouvrir des négociations. Et encore le parti militaire ennemi, toujours intransigent, considérait-il pareille paix comme une simple « banqueroute ».

La question se résumait à ceci : Les Allemands n'espéraient plus vaincre, mais ils ne voulaient rien accorder pour mettre fin aux hostilités ; — les Alliés réclamaient de justes satisfactions. M. Wilson lui-même ne voulait traiter que si l'ennemi fournissait « de fortes et suffisantes garanties pour l'avenir ».

Autant dire que toute entente amiable était impossible et que les alarmistes qui — chez nous — prétendaient qu'on sacrifiait en vain le sang de nos soldats, émettaient une contre-vérité simplement utile à leur cause et à leurs projets.

Reste, il est vrai, la possibilité qu'il y avait de traiter avec l'Autriche et d'abréger, de ce chef, la durée de l'horrible conflit.

Et encore, les documents publiés établissent sans contestation possible, que cette paix séparée était matériellement impossible, même si l'Autriche l'eût sincèrement voulue.

paix avec le parti militaire allemand. Et il conclut nettement qu'une proposition pacifiste de Vienne eût immédiatement décidé l'Allemagne à ravager l'Autriche comme une vulgaire Roumanie !

La vérité est évidente : l'Autriche était la chose de l'Allemagne, elle n'avait pas le pouvoir de se séparer de sa redoutable alliée.

Ceux qui persistent, chez nous, à affirmer qu'une paix séparée était possible avec Vienne dès 1917, veulent ignorer qu'une fois qu'on s'est mis sous la protection de l'Allemagne on doit la subir jusqu'au bout.

Cela permet d'espérer l'amélioration prochaine de la situation de l'Europe centrale. La partie paraît moins claire en Russie.

Des renseignements fournis par le ministre anglais, Winston Churchill, aux Communes, il résulte que l'armée de Koltchak continue à battre en retraite et qu'elle est rejetée en Asie.

Par contre, l'armée de Denikine poursuit son avance dans la direction de Moscou, à la suite d'une série de succès ininterrompus.

Denikine pourra-t-il atteindre son but, ou les troupes rouges accourant de l'Oural, ou elles ont refoulé Koltchak, vont-elles enrayonner puis arrêter l'avance de l'armée du sud ?

Nul ne peut savoir. Le ministre anglais a affirmé que les deux chefs russes qui poursuivent la libération de leur pays ont pu lever des armées très importantes qui doivent seulement être approvisionnées en matériel. Là se bornera le concours des Alliés. Pourra-t-on ravitailler nos amis en temps voulu pour obtenir une décision avant l'hiver ? La chose devient douteuse !

aval d'Anvers. De sorte que ce grand port belge est complètement sous la coupe de la Hollande.

Il faut noter que le Bas-Escaut n'est d'aucune utilité à la prospérité de la Hollande puisque son grand port est Rotterdam, sur la mer.

Pas davantage La Haye ne permet l'évacuation des 37 navires allemands saisis à Anvers par les Belges, au début des hostilités et des 30 mille soldats qui dépendaient la place.

En réalité, les Pays-Bas tiennent la Belgique sous leur dépendance sans la moindre justification possible.

La Belgique a besoin pour sa prospérité d'avoir le libre accès d'Anvers à la mer. C'est par surcroît une prétention normale et naturelle.

Le droit pour la Belgique d'appuyer sa défense sur toute la rive gauche de l'Escaut est une garantie nécessaire pour elle et pour la France. C'est une satisfaction qui ne comporte pour la Hollande aucune contre-partie blessante ou fâcheuse, des compensations pouvant être accordées aux Pays-Bas.

Il faut donc espérer que la Commission chargée de solutionner la question trouvera le moyen de mettre d'accord les deux puissances en donnant pleine satisfaction à la Belgique.

Cette dernière a sacrifié sa tranquillité au triomphe du Droit, tandis que sa voisine emplissait ses coffres pendant les cinq années de l'horrible mêlée. Il serait excessif qu'au jour du triomphe la Belgique ne recueillît pas le fruit de son héroïque conduite !

Ainsi parla cet humble bûcheron devenu Chef d'Etat, Chef de guerre, Chef de civilisation. Bienôt, hélas ! il allait lui-même payer de sa vie la gloire d'avoir conduit au succès une tâche d'affranchissement humanitaire qui rendrait la qualité d'homme à tout un peuple de créatures ravagées au rang d'un bétail asservi.

Combien se fait-il que la leçon de ce jour ne soit pas morte dans nos esprits ! C'est qu'un ouragan de barbarie s'est déchaîné sur notre territoire, d'où il menaçait des suprêmes désastres toutes les terres de droit, de liberté, d'évolution civilisée.

De premier élan, nos hommes tous nos hommes se sont trouvés sur le front de bataille. Avec la France, avec tous les peuples proches ou lointains qui se sentaient menacés dans leur existence, nous avons dompté toutes les fureurs de la sauvagerie et refait l'ordre de justice, sans lequel les sociétés humaines ne sont qu'un troupeau de servitude sous des étiquettes de mensonge.

Voilà ce qu'on fait nos morts, ainsi que ceux de nos vivants, dont la mitraille n'a pas voulu. Par eux le retour aux atrocités des premiers âges a été définitivement refoulé. Par eux les plus nobles conquêtes de l'Histoire sont désormais sauvegardées. Dans sa noblesse, dans sa dignité native, la vie des hommes va reprendre son cours.

Evoûs sommes là, nous, non pour apporter d'inutiles hommages à des héros qui n'ont pas besoin de nos paroles pour demeurer éternellement glorieux, mais pour leur demander de nous aider, par l'éternel souvenir d'un héroïsme supérieur, à la continuation ardue de l'œuvre presque surhumaine qu'ils ont si magnifiquement inaugurée.

Que leurs noms soient donc inscrits sur nos murailles, moins pour appeler les témoignages d'une reconnaissance si méritée, que pour nous fournir, avec l'inspiration des dévouements nécessaires, les concours d'énergie désintéressée sans lesquels il n'est que l'ambulance de progrès dans l'humanité.

Les hommes de France ont fait, Aux Français qui demeurent de poursuivre, sinon d'achever. Leur exemple est d'hier. A l'action d'aujourd'hui ! La France nous appelle dans la paix, comme elle nous appela dans la guerre. Tous pour la France à travers tout !

Notre vie a commencé par la défaite. Votre vie commence par la victoire. La défaite, ce n'est pas seulement le territoire envahi, la capitale souillée, des provinces perdues, la guerre civile après la guerre étrangère, ce n'est pas cela encore, c'est la Patrie subissant, tous les jours, la pression de l'étranger. Un peuple vaincu n'est pas un peuple libre.

INFORMATIONS

Séna

La cessation des hostilités

M. Naël, ministre de la justice, a déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi relatif à la date de cessation des hostilités. Ce projet admet qu'en toutes matières l'état de guerre est susceptible de prendre fin avant que toutes les puissances belligérantes ne soient liées par un traité définitif de paix et décidé que l'état de choses actuel cessera par le fait de la ratification du traité de paix avec l'Allemagne ; néanmoins, pour tenir compte de l'état d'hostilités existant sur certains fronts où nos troupes sont encore engagées et pour sauvegarder les intérêts des mobilisés et des ressortissants des Etats non encore en paix avec la France, le gouvernement est autorisé à proroger, par décret, les dispositions législatives ou réglementaires actuellement en vigueur.

L'Amérique réclame ses morts

Le département de la guerre des Etats-Unis annonce qu'il cherche à obtenir du gouvernement français l'autorisation d'exhumer les cadavres des soldats américains enterrés en France, pour les ramener aux Etats-Unis. Il ajoute que le gouvernement français est opposé à l'exhumation car il considère qu'il est difficile de se départir, en faveur des Américains, de la règle appliquée aux Français eux-mêmes.

Un discours de M. Clemenceau

Selon l'« Intransigeant », on prête à M. Clemenceau l'intention de prononcer, au mois de septembre, un grand discours programme. On s'occupe dès maintenant, croyons-nous, à la rédaction de ce discours.

La ratification de la paix

Après avoir entendu M. Leygues, la commission de la paix a voté la ratification du traité par 32 voix contre 1 et 2 abstentions.

Contre les bolcheviks

Huit avions anglais ont bombardé efficacement Cronstadt, dans un raid de quarante minutes.

Denikine prend Poltava

Le général Denikine s'est emparé de Poltava, ainsi que des approvisionnements et d'un matériel considérable.

L'Allemagne va restituer la Pologne

Une note de von Lensner vient d'être envoyée aux Cinq, les informant que l'Allemagne avait invité le gouvernement polonais à envoyer une commission à Berlin pour discuter les modalités de restitution par l'Allemagne des territoires revenant à la Pologne.

Pour désarmer les Bulgares

Par ordre du général Franchet d'Esperey et aussi suite aux incidents de Loupalkanaka, une division française sera envoyée en Bulgarie pour désarmer l'armée bulgare.

La Haute-Cour

La commission d'instruction de la Haute-Cour de justice sera saisie des réquisitions de M. le procureur général Lescouvé, qui conclut au renvoi de M. Caillaux devant la Haute-Cour et à un non-lieu en faveur de MM. Loustalot et Comby.

Chambre des Députés

Séance du 31 juillet 1919. La Chambre reprend la discussion du projet relatif à l'augmentation des soldes. M. Jobert soutient un amendement tendant à supprimer les augmentations prévues pour les officiers supérieurs. MM. Benazet et Abrami combattent l'amendement qui est repoussé par 383 voix contre 94. Le projet est voté.

Grande Manifestation NATIONALE

Toutes les communes de France célébreront dimanche 3 août la fête de la reconnaissance nationale envers le soldat français, reconnaissance exprimée par les enfants des écoles.

Un officier russe qui vient de s'évader de Pétrograd a fait au correspondant du Daily Mail, à Helsingfors, un récit navrant qui montre l'horreur d'une situation dont les Alliés ne peuvent se désintéresser.

Les Bolcheviks, dit-il, sont en train d'exterminer systématiquement la malheureuse population ouvrière russe. Ils font périr par le fer ou par la famine les meilleurs ouvriers. Déjà la population de Pétrograd, qui avant la guerre comptait 3.000.000 d'âmes est tombée à 500.000 par suite de la famine et du typhus.

La situation est d'autant plus tragique que le Président Wilson a dit que la conduite des Alliés envers la Russie serait la preuve de leur sympathie à son égard. L'officier russe avertit les Alliés que s'ils continuent à rester spectateurs pendant que Léline et Trotsky massacrent, il en résultera infailliblement que tous les Russes loyaux qui survivront se jetteront dans les bras des Allemands. S'il en est ainsi, il nous le dit clairement, les Alliés auront perdu la paix.

L'Allemagne aura en Russie une réserve impénétrable d'hommes et de richesses ; nos souffrances et nos sacrifices auront été inutiles. Nous n'avons que le choix de deux politiques. L'une est de nous désintéresser complètement de la Russie et d'abandonner les Russes à leur sort. L'autre est de mettre les Bolcheviks au ban des Nations et de donner toute l'aide possible aux Russes loyaux.

Déclaration de M. Paul DESCHANEL

Chers Enfants ! Notre vie a commencé par la défaite. Votre vie commence par la victoire. La défaite, ce n'est pas seulement le territoire envahi, la capitale souillée, des provinces perdues, la guerre civile après la guerre étrangère, ce n'est pas cela encore, c'est la Patrie subissant, tous les jours, la pression de l'étranger. Un peuple vaincu n'est pas un peuple libre.

Vous ne le connaissez pas, à une condition : c'est que vous sachiez l'histoire de 1914 mieux que vos aînés ne savaient celle de 1870, que vous n'oubliez rien, et que vous fassiez, vous aussi, envers la Patrie tout votre devoir.

Mais je suis tranquille : les crimes de l'ennemi et les conditions mêmes de cette paix ne vous permettront pas d'oublier. Vous devrez être toujours en éveil, toujours attentifs, toujours vigilants ; vous devrez, à votre tour, même en pleine paix, travailler, combattre et vaincre sans cesse.

Vous ne le connaissez pas, à une condition : c'est que vous sachiez l'histoire de 1914 mieux que vos aînés ne savaient celle de 1870, que vous n'oubliez rien, et que vous fassiez, vous aussi, envers la Patrie tout votre devoir.

Vous ne le connaissez pas, à une condition : c'est que vous sachiez l'histoire de 1914 mieux que vos aînés ne savaient celle de 1870, que vous n'oubliez rien, et que vous fassiez, vous aussi, envers la Patrie tout votre devoir.

Lundi 14 Juillet 1919.

